



À 12,5%, difficile de dire si Berne s'en sort bien ou se fait avoir par Trump

Florent Quiquerez Berne

Taxes douanières américaines Le couperet de Trump est tombé dans la nuit de jeudi à vendredi. La Suisse sera moins bien lotie que l'UE, alors qu'elle s'est montrée bon élève.

Un simple coup d'œil dans le rétroviseur vaut mieux que mille analyses pour comprendre à quel point Trump tourne la Suisse en bourrique avec ses taxes douanières. D'abord de 10%, début 2025, une hausse à 31% a été évoquée, avant que le taux ne grimpe à 39% en août. En novembre, les prémices d'un deal avec Washington – sous la forme d'une déclaration conjointe – faisaient miroiter une taxation à 15%, avant que la Cour suprême américaine n'annule totalement la stratégie de Trump. Après un interstice à 10%, un nouveau couperet est tombé ce vendredi: ce sera 12,5%.

Ce nouveau taux est le résultat d'une enquête lancée à la mi-mars par la Maison-Blanche, afin de déterminer si les partenaires commerciaux des États-Unis avaient éliminé de leur chaîne d'approvisionnement les produits issus du travail forcé. Selon les USA, la Suisse n'a pas fait ses devoirs, ce qu'elle conteste.

«Incompréhensibles et injustifiées»

Ce nouvel épisode intervient alors que fin juin, le Conseil fédéral avait tout fait pour jouer aux bons élèves. «En plus de la suppression des droits de douane sur une série de produits américains consécutive à l'annonce de la déclaration conjointe, le Conseil fédéral entend prendre d'autres mesures de mise en œuvre sur plusieurs thèmes, à savoir les organismes d'évaluation de la conformité, les dispositifs médicaux, les voitures de tourisme et les marchés publics, précisait-il

dans un communiqué. Ces mesures portent sur la reconnaissance facilitée de normes états-unienues dans les domaines concernés».

Pour EconomieSuisse, ces surtaxes de 12,5% sont donc incompréhensibles et injustifiées. Cette décision «pèse sur les entreprises suisses» actives sur le marché américain et «crée des désavantages concurrentiels par rapport à des pays qui ont des taux plus bas». Et de citer l'UE et le Royaume-Uni, qui sont à 10% (*lire à droite*). La faitière appelle à la poursuite des négociations pour lever les incertitudes.

Pour compenser ces désavantages, Swissmem, qui défend l'industrie des machines exige de son côté une amélioration des conditions-cadres. «Cela passe par de nouveaux accords de libre-échange, une réduction ciblée de la bureaucratie et le renoncement à toute charge supplémentaire».

Reste cette question: taxée à 12,5%, la Suisse a-t-elle bien négocié ou s'est-elle fait avoir? Rahul Sahgal, directeur de la Chambre de commerce Suisse-États-Unis voit le verre à moitié plein. «Jusqu'à hier soir, nous avions 10%, en plus des tarifs douaniers de base qui étaient en vigueur avant le 2 avril de l'année passée. Aujourd'hui, les tarifs sont limités à 12,5%. Par exemple, une machine exportée aux États-Unis était auparavant touchée par 8 + 10%, soit 18%. Avec 12,5%, c'est en fait mieux qu'avant pour beaucoup d'exportateurs», détaille-t-il à la RTS.

Le verre est plutôt

à moitié vide

Du côté des politiques, le verre est plutôt à moitié vide. «Avec Trump, tout est toujours tellement aléatoire qu'il est difficile de répondre à cette question, répond Samuel Bendahan, coprésident du groupe PS. Mais factuellement, on peut dire plusieurs choses. D'abord, que la Suisse est moins bien traitée que l'UE, ce qui va nous poser des problèmes en termes de concurrence pour nos entreprises. Ensuite, on voit que la stratégie solitaire de la Suisse de céder des choses à Trump n'a servi à rien. Nous aurions donc eu intérêt à faire bloc avec l'UE pour peser davantage.»

Pour lui, cette situation est révélatrice de la méthode Trump. «Il brutalise ses partenaires, qui cherchent ensuite à le calmer en faisant des concessions. Puis il accepte ces concessions, mais fait quand même ce qu'il veut à la fin.»

Et Samuel Bendahan de rappler que le président américain pourrait ne pas s'arrêter là. «Il brandit la menace de punir de taxes supplémentaires les pays qui ont une surcapacité industrielle. Comme personne ne sait vraiment ce qu'il entend par là, il se donne la possibilité d'augmenter encore l'addition.»

Sur le réseau social Bluesky, la présidente des Verts, Lisa Mazzone estime que «la politique tarifaire arbitraire de Trump montre que la Suisse a besoin de relations fondées sur des règles plutôt que sur la loi du plus fort. Et ce, pour protéger les droits humains et l'environne-

ment.» Elle exige une transparence totale sur les discussions entre Berne et Washington et un projet soumis au référendum.

«La Suisse se fait bel et bien avoir»

«Il y a plusieurs façons d'analyser la situation, réagit pour sa part Olivier Feller (PLR/VD). Si l'on compare la situation actuelle, elle est meilleure que les 39% d'août dernier et même que les 15% évoqués dans la déclaration d'intention de novembre. Mais si l'on se compare avec notre principal concurrent, on voit que nous subissons un désavantage compétitif. Sans compter qu'en juin, le Conseil fédéral a unilatéralement fait des concessions aux États-Unis. Malgré cela, Donald Trump n'exclut pas de nouvelles surtaxes douanières, ce qui nuit à la stabilité juridique. J'ai l'impression que la Suisse s'est bel et bien fait avoir».

Pour Céline Amaudruz (UDC/GE), il y a quelque chose d'hal-lucinant dans la façon dont Trump a réussi à imposer sa politique économique. «Les USA infligent des taxes à une soixantaine de pays, et aujourd'hui, nous sommes tous en train de nous comparer pour voir qui s'en sort le mieux et pourquoi. La réponse que nous devrions avoir, c'est de refuser ces taxes qui n'ont aucune raison d'être. Et ça n'a rien à voir avec l'idée qu'on aurait été plus fort avec l'UE, comme tentent de le faire croire nos adversaires politiques qui rêvent de nous y faire adhérer, je parle ici d'une réponse mondiale.»



Les services de Guy Parmelin prennent acte

Estime-t-elle que Guy Parmelin a lâché du lest trop vite avec les an-

nonces de juin? «Je constate que cette décision du Conseil fédéral ne nous a pas aidés. La Suisse devrait se concentrer sur ce qu'elle sait faire: la diplomatie discrète

et les négociations loin des projecteurs.»

Loin des réactions très politiques des partis, le Département fédéral de l'économie de Guy

Parmelin se contente de prendre acte de ces nouveaux droits de douane. Sur X, il rejette toutefois «fermement les allégations de travail forcé».



Donald Trump a encore trouvé une parade pour taxer ses partenaires commerciaux. Et la Suisse est plus durement touchée que d'autres. AFP

«La réponse que nous devrions tous avoir, c'est de refuser ces taxes qui n'ont aucune raison d'être. Et ça n'a rien à voir avec l'idée qu'on aurait été plus fort avec l'UE. Je parle ici d'une réponse mondiale.»

Céline Amaudruz
Vice-présidente de l'UDC Suisse.